

20 – 22 OCTOBRE 2015
MILAN, ITALIE

RASSEMBLEMENT GLOBAL DU MOUVEMENT SUN RAPPORT SOMMAIRE

Scaling Up
NUTRITION

S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR



Introduction

Le Rassemblement global 2015 du Mouvement SUN (SUNGG15) a eu lieu du 20 au 22 octobre 2015 au Milano Congressi à Milan. Le rassemblement a réuni plus de 500 personnes provenant de 55 Pays SUN, de deux États en Inde et issus des quatre Réseaux SUN. C'était l'occasion pour la famille du Mouvement SUN de se réunir, réfléchir sur les efforts visant à améliorer la nutrition, partager les leçons apprises et tracer la voie pour l'avenir du Mouvement.

Le rassemblement, qui s'est tenu au cours du dernier mois d'EXPO Milano et visait l'accroissement de la sensibilisation et de la participation à l'élan de production et d'approvisionnement alimentaire durable dans le monde entier, portait sur le thème « Nourrir la planète, énergie pour la vie ».

Les objectifs du Rassemblement global du Mouvement SUN 2015 étaient les suivants :

1. Faire l'inventaire de ce que nous avons accompli ensemble
2. Partager les riches expériences, connaissances et ressources de chaque pays et réseau SUN.
3. Affiner notre vision commune pour l'avenir et les étapes nécessaires pour y arriver.

Organisation du Rassemblement global du Mouvement SUN 2015

Le Rassemblement comportait plusieurs sections : des sessions plénières, des ateliers parallèles et une place des expositions. Le contenu des discussions était centré sur les besoins des parties prenantes du Mouvement SUN pour atteindre les objectifs stratégiques du mouvement et les fonctionnalités clés qui permettront de traduire l'élan suscité à ce jour en résultats. Il s'agissait :

1. **du cycle de gestion de la politique** : élaboration des politiques, planification, mise en œuvre et suivi ;
2. **du plaidoyer, de la mobilisation sociale et de la communication** pour soutenir l'engagement politique, les approches multisectorielles et multi-acteurs et présenter un récit percutant des faits de nutrition à tous les niveaux ;
3. **de la coordination de l'action pertinente** à travers tous les secteurs, entre les parties prenantes et entre les niveaux de gouvernement et ;
4. **de l'assurance que le mouvement offre une valeur maximale** à ceux qui s'y engagent.

Partie 1 - Sessions sur les Réseaux SUN et série de débats sur la Stratégie

La version préliminaire de la Stratégie du Mouvement SUN 216-2020, basée sur les contributions des pays et réseaux SUN, a été adoptée par le Groupe principal du Mouvement SUN lors de sa réunion de Septembre 2015. Le Groupe principal du Mouvement SUN a demandé au Comité exécutif du Mouvement SUN d'élaborer d'une feuille de route afin de garantir la mise en œuvre effective de la Stratégie du Mouvement SUN.

Le SUNGG15 a fourni l'opportunité aux membres du Mouvement SUN de réfléchir sur la manière dont la feuille de route répondra aux divers contextes dans lesquels les pays s'attachent à renforcer la nutrition, et prendra en compte les responsabilités spécifiques, contributions et engagements de chaque partie prenante du Mouvement SUN en vue de réaliser les objectifs stratégiques du Mouvement SUN.

La version préliminaire de la Stratégie a été partagée avec tous les participants avant le SUNGG15. Un ensemble de questions générales ont servi d'orientation aux sessions des Réseaux SUN (l'après-midi du 20 octobre) et les Séries de débats sur la Stratégie le dernier jour :

1. **Quelle ambition devrions-nous avoir collectivement à l'égard des quatre objectifs stratégiques du Mouvement SUN ?** Les objectifs indicatifs spécifiés dans le projet de Stratégie du Mouvement SUN pour 2016 - 2020 ont été proposés pour stimuler des réactions et permettre la sélection d'objectifs spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et assortis de délais. Quelle cible proposeriez-vous pour refléter votre ambition pour chacun des objectifs stratégiques ?
2. **Comment allez-vous contribuer à la réalisation des quatre objectifs stratégiques du Mouvement SUN ?** Quel est votre apport - en tant qu'individu, pays, région, réseau - en faveur du Mouvement ?
3. **Qu'attendez-vous des autres, qui rendrait votre contribution plus efficace ?** Que peuvent offrir les autres membres de votre pays, votre Réseau SUN, au niveau régional et dans d'autres alliances, pour vous permettre de réaliser vos propres objectifs nationaux, ainsi que les objectifs stratégiques ? Comment allez-vous capitaliser les synergies et les alliances existantes ?

- 4. Comment allez-vous mesurer les progrès et rendre compte de vos contributions en faveur des quatre objectifs stratégiques du Mouvement SUN ?** Reconnaisant l'existence de votre propre processus de contrôle interne, pensez à la façon dont vous allez être mieux à même de mesurer le succès et identifier les défis d'une manière qui profite à tous dans le mouvement.

Le Comité exécutif du Mouvement SUN est désormais occupé à finaliser la feuille de route pour la Stratégie 2016-2020 du Mouvement SUN d'ici mars 2016, en prenant en compte la riche diversité des expériences existantes au sein du Mouvement.

Partie 2 - Sessions plénières

Pour voir les sessions plénières du SUNGG15 enregistrées sur vidéo, cliquez sur le lien ci-dessous :

<http://scalingupnutrition.org/about/annual-global-gathering/global-gathering-2015/sungg15-webstream>

Progrès et réalisations - Notre vision pour l'avenir

Des panélistes de l'ensemble du Mouvement SUN ont présenté un aperçu des progrès, sur la base de leur expérience personnelle en tant que champions de la nutrition. Les réactions des participants ont été requises, relatives à la façon de mettre à profit l'expérience collective du Mouvement, en vue de réaliser la vision de la nouvelle Stratégie du Mouvement SUN 2016 - 2020.

Messages clés :

- Lutter contre la faim et la malnutrition est un moteur clé du développement durable - cette lutte a le pouvoir de propulser ou de freiner la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.
- Les actifs incorporels, comme la vision globale et le capital humain sont la force du Mouvement SUN et aident les pays à maintenir l'ordre du jour malgré les changements politiques.
- Des politiques appropriées doivent être décidées et faire l'objet d'appropriation locale dans les cadres communs de résultats.
- Les ressources humaines et financières sont essentielles pour toutes les parties prenantes du mouvement.
- La société civile, y compris les parlementaires et les groupes communautaires locaux, sont des composantes clés de la responsabilité.
- La crédibilité des données est essentielle pour mesurer les progrès.
- Le moment est opportun pour engager plus d'acteurs et d'entreprises à adhérer aux principes du Mouvement SUN.
- Les gains en matière de nutrition peuvent rapidement devenir des pertes face aux multiples menaces telles que le changement climatique, l'obésité et les crises humanitaires.
- La résilience dans notre travail et celui des autres est de rigueur, sur la base de la responsabilité mutuelle.
- L'autonomisation des femmes et des filles fera d'elles de véritables agents de changement de la nutrition.
- Passer d'un engagement de haut niveau à des politiques et plans ancrés dans les réalités nationales est essentiel à la réalisation de changements à grande échelle.

- Les Pays SUN prouvent que l'argent peut être utilisé de manière plus efficace et que des fonds supplémentaires sont nécessaires pour éradiquer la malnutrition.

Plus de fonds pour la nutrition et plus de nutrition avec les fonds existants

Cette séance plénière a illustré l'importance fondamentale de financer tous les secteurs clés, en vue de maximiser les résultats en matière de nutrition, ainsi que l'urgence de mobiliser plus de fonds pour des actions spécifiques à la nutrition à fort impact. Le point a été fait sur les besoins actuels de financement et de fonds, les nouveaux mécanismes de financement pour la nutrition, les scénarios actuels de financement nationaux et la capacité des Pays SUN à mobiliser et à utiliser des fonds supplémentaires pour soutenir efficacement leurs ambitions.

Messages clés :

- Des efforts sont en cours pour catalyser et multiplier les investissements, mais le financement doit être focalisé, utilisé de manière effective et efficace et porter des résultats.
- Solidarité globale : Les donateurs externes doivent maintenir et accroître leurs engagements financiers et les ressources nationales doivent être mises à profit.
- Le suivi des investissements pertinents pour la nutrition peut permettre aux gouvernements de prendre des décisions probantes relatives aux dépenses de nutrition, d'informer le public sur les dépenses relatives aux ressources et à la société civile de participer à un débat constructif sur la relation entre l'allocation des ressources et l'amélioration de l'état nutritionnel.
- Si l'ambition est de renforcer l'impact sur la nutrition, nous devons mieux comprendre qui bénéficie - directement ou indirectement - des allocations budgétaires sectorielles à grande échelle.
- 25 pays ont inclus les allocations contribuant à la nutrition de plus de quatre domaines sectoriels clés, dont la santé, l'agriculture, l'éducation, l'eau et l'assainissement, et la protection sociale.
- Investir dans la nutrition c'est investir dans le capital humain pour propulser les économies.
- Chaque pays devra augmenter ses dépenses sur les politiques et programmes de nutrition si nous sommes déterminés à réaliser les objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé et les objectifs de développement durable.

Autonomisation de la femme et de la fille à travers le Mouvement

Le renforcement de la nutrition ne réussira que si la dimension du genre et l'importance de l'autonomisation de la femme et de la fille sont placées au centre de tous les efforts du mouvement. Les présentateurs de cette session ont stimulé un débat sur l'autonomie accordée à la femme et la fille, par les Pays SUN, comme agents clés du changement - au moyen de politiques, plans et programmes existants.

Messages clés :

- Les femmes jouent un rôle décisif dans la sécurité alimentaire, la santé et la nutrition de leur famille et cela doit être pris en compte dans la conception et la projection de toutes les actions de sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Il faut mener la sensibilisation : Se servir des médias - les médias de masse complètent les médias sociaux, la communication interpersonnelle et le renforcement des capacités - pour

l'autonomisation de la femme et fournir un mécanisme de commentaires qui leur permette d'en savoir plus et de prendre des décisions éclairées.

- Nous avons besoin de mieux servir les femmes : Notre collecte et désagrégation de données et d'informations atteint-elle les communautés ?
- L'autonomisation de la femme et de la fille peut contribuer à briser le cycle intergénérationnel de la malnutrition : Un enfant né d'une mère bien nourrie visera à reproduire la même chose pour son enfant, conduisant à une enfance saine, à la formation continue ainsi qu'à éviter le mariage précoce.
- Alors que les déterminants d'une bonne nutrition et santé sont complexes, il existe plusieurs domaines où des changements de politique, de législation et la planification peuvent jouer un rôle essentiel dans l'autonomisation de la femme, afin qu'elle puisse agir comme agent clé de changement pour améliorer la nutrition.

Faire de la responsabilité un élément essentiel dans la nutrition des personnes

La responsabilité et la transparence sont les bases nécessaires de la création d'alliances puissantes dans de multiples secteurs et entre plusieurs parties prenantes. Le travail du Mouvement SUN repose sur l'engagement de ses membres à collaborer dans le cadre des principes et objectifs communs, et avec une appréciation des diverses contributions et perspectives des différentes parties prenantes. Cette session a donné l'occasion aux conférenciers de mettre en évidence les cas où les Pays SUN établissent des cibles et des systèmes de responsabilité formulés au niveau national et où ils appliquent des cadres réglementaires pour promouvoir une plus grande assurance pour toutes les parties prenantes.

Messages clés :

- Responsabilité : Prêcher par l'exemple et gagner la confiance.
- Au Pérou, une approche de suivi croisé crée des relations horizontales entre les acteurs étatiques et la société civile afin d'assurer l'égalité d'accès à l'information et la représentation égale.
- Les acteurs de la société civile en Zambie analysent, simplifient et diffusent les estimations nationales des revenus et dépenses afin de garantir que les citoyens ont une bonne compréhension du financement de la question de la nutrition.
- Les données pertinentes détenues par les parlementaires ont permis de mettre la malnutrition sous les projecteurs dans l'Uttar Pradesh.
- L'information est essentielle pour le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) : Nécessité de trouver les lacunes statistiques qui entravent les interventions et les combler.
- Des engagements clairs et mesurables sont la clé. Les engagements mal définis peuvent donner l'impression que les choses marchent à court terme, mais ne peuvent pas aider les populations à échapper à la malnutrition.

Le Rapport mondial sur la nutrition 2015 fait un certain nombre d'appels pour accroître la redevabilité dans la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes. Points plus pertinents :

- Des objectifs spécifiques à chaque pays représentent une solide mesure de redevabilité et devrait engager tous les secteurs dans l'élan d'amélioration de la nutrition.

- Les indicateurs de progrès spécifiques, mesurables, réalisables, réalistes et limités dans le temps (SMART) doivent démontrer comment les interventions nutritionnelles atteignent les personnes qui en ont le plus besoin.
- La transparence dans les dépenses et la comptabilisation des résultats est indispensable pour justifier les appels à plus et de meilleurs financements.
- Des données supplémentaires et de meilleure qualité sont nécessaires pour guider l'action, soutenir le plaidoyer, suivre les progrès et renforcer la responsabilité.

Table ronde : Pouvons-nous raconter une meilleure histoire sur la nutrition ?

Cette session, animée par les agences de relations publiques M & C Saatchi et Webber Shandwick, visait à illustrer la puissance de la communication et comment le remodelage de récits sur la nutrition peut soutenir le plaidoyer au niveau des pays. La discussion lors du déjeuner a illustré la complexité de la nutrition, les voix discordantes du plaidoyer, et le fait d'axer la communication sur « pourquoi » plutôt que sur « quoi » et « comment ». Dans une discussion interactive, les présentateurs ont cherché à établir un consensus sur ce qui, de l'avis des participants au SUNGG15, pourrait conduire à une voix plus forte, plus unie sur la nutrition.

Messages clés :

- La nutrition est le problème de tous, et non la responsabilité exclusive de qui que ce soit.
- On note une apparente absence de retour immédiat sur investissement.
- Cependant, l'approche de Rio et ses développements ultérieurs donne amplement l'occasion de faire sentir personnellement aux décideurs de haut niveau, les effets de la malnutrition.
- Cela peut permettre d'avoir l'impression qu'une tâche plus gérable pour aborder et inspirer des récits basés sur « comment » peut aider à impulser l'action.
- On peut rendre le langage plus facilement accessible à tous et au-delà des parties prenantes habituelles.

Partie 3 - Sessions d'ateliers parallèles

Après le SUNGG15, un forum interactif en ligne a été lancé pour fournir un espace pour des discussions informelles sur des questions d'actualité, les approches et les bonnes pratiques en rapport avec les priorités du Mouvement SUN. Cliquez sur le lien ci-dessous pour contribuer à des conversations liées aux ateliers auxquels vous avez participé <http://www.en-net.org/SUN>

1. Cycle de gestion de la politique : élaboration des politiques, planification, mise en œuvre et suivi

A. Suivi financier de la nutrition

Modérateur : Clara Picanyol, Oxford Policy Management Ltd.

La capacité de suivre les flux de ressources financières pour des actions de nutrition est fondamentale pour améliorer la responsabilité en matière de nutrition. Cette session a identifié les prochaines étapes réalisables pour faire avancer le suivi des dépenses réelles sur-budget et hors-budget au niveau des pays en examinant l'ensemble des secteurs inclus dans l'analyse initiale de budget du pays, et a donné l'occasion d'examiner les exercices de suivi financier utilisés par les donateurs.

Messages clés :

- Les pays et les donateurs utilisent différents mécanismes de suivi des ressources pour la nutrition. Ils présentent tous des forces, mais également des faiblesses qui doivent être surmontées.
- Nous devons être ambitieux sur ce que nous suivons et définir une approche précise de suivi, mais nous devons également rester pragmatiques.
- En fin de compte ce qu'un pays peut suivre sur une base régulière en termes de finances publiques dépend beaucoup de son système d'information de gestion des finances publiques, et de la manière dont il systématise et intègre (ou non) les processus de gestion des finances publiques, y compris l'élaboration du budget, l'exécution, la comptabilité et le reporting.
- La nature intersectorielle de la nutrition pose des défis supplémentaires d'autant que tout travail de suivi des ressources nécessite la contribution et la coordination de nombreux ministères et parties prenantes de divers secteurs. En d'autres termes, dans la pratique, les interventions de nutrition pourraient apparaître comme un sous-ensemble d'activités au sein de programmes sectoriels plus larges en matière de santé, d'agriculture ou de protection sociale, et il pourrait ne pas être toujours possible de les délimiter avec précision.
- Cet exercice nécessite un processus itératif constant pour que les résultats des mécanismes en place nous aident à affiner le système de suivi. Plus important encore, toutes les hypothèses et méthodes doivent être reproductibles et transparentes.
- Le suivi financier de la nutrition devrait mieux informer la planification et l'exécution. Il ne constitue pas une fin en soi. Avec une meilleure information sur les flux des ressources en nutrition (à travers les budgets nationaux et aussi des agences donatrices et ONG), le financement peut être influencé pour contribuer à un meilleur ciblage.

Prochaines étapes :

- Soutenir les pays ayant déjà identifié des allocations budgétaires de nutrition à aller de l'avant dans l'identification des dépenses en matière de nutrition.
- Soutenir les pays ayant déjà identifié des allocations budgétaires de nutrition sur un an à inclure des années supplémentaires afin de dégager des tendances.
- Faciliter l'accès à l'expertise des pays qui utilisent des mécanismes plus développés avec une plus grande désagrégation des données comme au Guatemala et en Côte d'Ivoire.
- S'assurer que la société civile est bien engagée afin que les résultats soient utiles pour accroître la redevabilité dans les dépenses de la nutrition.

B. S'accorder sur un Cadre commun de résultats pour la nutrition

Modérateur: Helen Connolly, American Institutes for Research (AIR) / MQSUN

L'accord autour d'un cadre commun de résultats national contribue à façonner l'action du groupe de travail multisectoriel et multi-acteurs. Le processus par lequel un est élaboré, consiste en une « négociation facilitée » entre les secteurs clés qui aboutit à un ensemble d'actions consensuelles issues

de leurs plans sectoriels. Cet atelier a exploré les éléments essentiels qui rendent le processus d'élaboration d'un cadre commun de résultats plus rationnel et coordonné.

Messages clés :

- Tous les acteurs concernés doivent se rendre compte de la valeur ajoutée de leur implication dans le processus de redevabilité mutuelle dans lequel l'appropriation, la transparence et le dialogue sont essentiels.
- La disponibilité des contributions, telles que les données d'analyse de situation, les données cartographiques sur les actions de nutrition, les données de financement ainsi que les cadres juridiques, politiques et stratégiques liés à la nutrition peuvent guider et enrichir ce processus, en particulier si les discussions de planification sont facilitées par une partie neutre.
- L'élaboration d'un cadre commun de résultats se déroule plus harmonieusement si elle se fait sous l'autorité de la haute hiérarchie gouvernementale, avec des directives communiquées à toutes les parties prenantes concernées, un calendrier bien établi et un engagement de tous à soutenir la réalisation des résultats convenus dans la mesure du possible, dans leurs domaines de responsabilité respectifs.
- Les discussions avec les entreprises sont importantes durant les premières étapes de l'élaboration d'un cadre commun de résultats afin de faciliter la compréhension de la contribution.
- Les défis potentiels sont : i) certains ministères sont habitués à la planification et au développement vertical des lignes budgétaires sans la surveillance horizontale intégrée fournie par un cadre commun de résultats et ii) C'est un processus lent d'élaborer un cadre commun de résultats où les consultations au niveau local, au niveau de l'état et au niveau national peuvent prendre des années avant que les agences commencent à planifier et à établir un budget des interventions relatives à la nutrition.

Prochaines étapes :

Niveau global

- Un appel à aller de l'avant dans toutes les étapes invite à plus de conseils, de soutien et de documentation.
- Fournir une assistance dans la définition des données à collecter.
- Clarifier les définitions des « actions contribuant à la nutrition ».
- Fournir des lignes directrices pour déterminer les coûts pertinents pour la nutrition dans les interventions « contribuant à la nutrition ».
- Fournir des exemples et des lignes directrices sur l'élaboration d'un cadre commun de résultats.
- Fournir un langage commun autour de la nutrition.

Niveau de pays

- Engager les niveaux supérieurs (par exemple le parlement).
- Coordonner les cadres communs de résultats - politiques, objectifs, plans, suivi & évaluation, estimations de coûts, budgets.
- Recueillir des données sur le cadre commun de résultats.
- Poursuivre les efforts d'engagement tout au long du processus.
- Se connecter aux niveaux sous-nationaux.

C. Débats francs sur les estimations des coûts pour les approches contribuant à la nutrition

Modérateur : Jakub Jan Kakietek, Banque mondiale

Le chiffrage doit être entrepris d'une manière inclusive de sorte que les hypothèses puissent être examinées par tous les acteurs concernés et être reproduites. Pour l'estimation des coûts, le plan doit préciser en détail, la couverture actuelle des actions proposées, ainsi que des objectifs annuels spécifiques.

Messages clés :

- Le chiffrage est un élément du cycle de gestion de la politique et des programmes. Il doit être basé sur un plan opérationnel bien défini qui identifie en détail, les mesures proposées et les cibles / objectifs annuels de mise en œuvre. À son tour, le chiffrage sert de base pour la budgétisation et l'affectation des ressources ; la mobilisation des ressources ; les décaissements ; le suivi des dépenses ; l'audit, ainsi que le suivi et l'évaluation de programme.
- Le principal défi dans le chiffrage des interventions contribuant à la nutrition est le manque de consensus et de directives concernant les actions qui doivent être considérées comme des actions contribuant à la nutrition. Plusieurs organisations (FAO, Banque mondiale, entre autres) ont effectué des examens des actions et des interventions dans des secteurs autres que la santé, qui ont le potentiel d'affecter l'état nutritionnel des personnes. Les participants du panel ont convenu qu'il est nécessaire de consolider ces différentes analyses de données probantes et de les rendre disponibles aux Pays SUN.
- Le chiffrage des activités contribuant à la nutrition devrait se concentrer sur l'estimation des coûts supplémentaires pour permettre aux actions déjà mises en œuvre dans les différents secteurs d'avoir un impact sur l'état nutritionnel des personnes.
- Il s'agit d'une importante réussite, vu que les pays tels que le Mali, la Sierra Leone, la Tanzanie et la Côte d'Ivoire développent déjà des estimations de coûts pour les interventions contribuant à la nutrition dans le cadre de plans sectoriels de nutrition chiffrés.

Prochaines étapes :

- Procéder à un examen des analyses de preuves existantes pour identifier les actions et les interventions en matière de santé, agriculture, protection sociale, éducation, eau et assainissement, sexe, et autres secteurs qui peuvent affecter l'état nutritionnel.
- Consolider et synthétiser ces informations et créer un référentiel en utilisant les infrastructures en place pour la connaissance du Mouvement SUN (site web du Mouvement SUN et canaux de partage des connaissances) de sorte qu'elles soient facilement accessibles aux pays.
- Élaborer une approche commune d'estimation des coûts supplémentaires et s'en accorder pour obtenir de meilleurs résultats en matière de nutrition à partir des actions déjà mises en œuvre dans les différents secteurs.

D. Analyse du budget pour la nutrition

Modérateur : Professeur Endang Achadi, Université d'Indonésie

Cet atelier a examiné les leçons apprises par les 30 pays qui ont entrepris l'exercice d'analyse budgétaire en 2015 en utilisant une approche en 3 étapes, dont l'objectif était de développer un langage commun pour identifier, classer et attribuer une mesure aux allocations pour la nutrition.

Messages clés :

- Les pays qui sont passés par l'approche en 3 étapes reconnaissent que celle-ci est un point de départ valable.
- L'appropriation de l'analyse budgétaire est essentielle pour construire la redevabilité et engager les différentes parties prenantes, y compris les partenaires au développement et les agences bilatérales.
- Les résultats de l'analyse du budget permettent aux décideurs d'établir des priorités, mener le plaidoyer, et planifier les ressources.
- Cependant, de nouvelles lignes directrices sont nécessaires pour (i) la catégorisation des interventions spécifiques à la nutrition et des interventions contribuant à la nutrition ; et (ii) l'utilisation de la mesure pour améliorer la cohérence dans le *reporting* des résultats.
- Il se pose également un nouveau besoin de renforcer les capacités sur le langage financier.
- La comptabilisation des finances publiques sous-nationales reste un défi et est souvent limitée par le système d'information de gestion des finances publiques de chaque pays, plus encore que l'analyse du budget national.
- L'analyse hors-budget reste un grand défi. Le processus doit intégrer tous les acteurs travaillant sur les interventions hors budget et intégrer avec le temps, leurs activités alignées au processus de budgétisation nationale.

Prochaines étapes :

- Soutenir les pays qui souhaitent initier la démarche en 3 étapes. Les leçons et l'expérience peuvent être tirées de pays qui sont passés par le même processus (documenté dans le rapport de synthèse).
- Alors que les efforts en 2015 se sont concentrés uniquement sur les ressources du budget, l'une des principales recommandations pour 2016 est de demander aux partenaires de développement d'entreprendre simultanément la même analyse pour les ressources hors-budget avec les pays et de communiquer les résultats au sein des plates-formes multi-acteurs. Il sera essentiel de documenter clairement les sources de données utilisées pour les rapports sur les ressources hors-budget.
- La gestion du budget est un processus itératif. Les pays devraient relier l'analyse du budget au cycle de planification de la nutrition, identifiant des cas d'alignement et de non-alignement aux plans nationaux de nutrition et les cadres communs de résultats. Les pays peuvent alors réviser les allocations budgétaires afin de mieux cibler les accomplissements en matière de nutrition en ligne avec leurs plans de nutrition.

E. Mobilisation des ressources pour le renforcement de l'impact sur la nutrition

Modérateur : Meera Shekar, Banque mondiale

Les participants à cet atelier ont appris comment l'estimation des coûts et des bénéfices des actions de nutrition peut aider à rassembler « plus de fonds pour la nutrition », et comment la hiérarchisation des

actions pertinentes pour la nutrition étant les plus efficaces en coût peut aider les pays à obtenir « plus de nutrition avec les fonds qu'ils mettent à disposition ».

Messages clés :

- Nous devons faire des choix intelligents de dépense pour initier un cercle vertueux avec plus de fonds pour la nutrition et plus de nutrition avec les fonds existants. Madagascar et l'Indonésie ont démontré que cela peut être réalisé.
- La Côte d'Ivoire a également élaboré un plan avec des besoins de financement ambitieux mais donne la priorité à des activités dans le but d'essayer de maximiser l'impact.
- L'investissement des ressources nationales est très variable de quelques cents à 25 \$ par enfant - le retour de ces investissements varie également, et par conséquent, plus d'investissement ne correspond pas nécessairement à de meilleurs résultats.
- Les financements innovants sont un concept très populaire, mais nous attendons tous que quelqu'un extérieur au pays agisse. L'Indonésie a plutôt créé sa propre technique de financement innovant directement liée aux résultats.

Prochaines étapes :

- Le mécanisme de financement mondial est un mécanisme de financement novateur, ouvert à la plupart des Pays SUN. Les pays ont besoin d'explorer la possibilité de participer de façon plus rigoureuse.
- Les pays qui envisagent de commencer leurs tables rondes d'investissement peuvent apprendre des autres pays comme Madagascar, l'Indonésie et la Côte d'Ivoire qui sont plus avancés.

F. Plates-formes nationales d'information pour la nutrition

Modérateur : Andrew Hall, Mécanisme de soutien global des plates-formes nationales d'information pour la nutrition, une initiative de l'Union européenne avec le soutien du Département britannique pour le développement international et la Fondation Gates

Dans le cadre de leurs efforts d'apporter une réponse concertée aux besoins des pays d'une meilleure information, un groupe de donateurs, d'agences onusiennes et d'universités travaille depuis 2013 sur une initiative visant à renforcer les plates-formes nationales d'information pour la nutrition (National information platforms for nutrition - NIPN). Cet atelier a examiné l'évaluation de la faisabilité de l'initiative et la pertinence de l'approche des plates-formes nationales d'information pour la nutrition pour répondre aux besoins des pays.

Messages clés :

- Il doit y avoir d'abord une décision politique et le soutien dans chaque pays pour développer une plate-forme d'information nutritionnelle qui obtienne et intègre des données provenant de multiples secteurs. Le cas à succès du Pérou montre que tout système d'information doit être un processus dont le pays a l'appropriation, et qu'il doit répondre aux besoins et aux priorités nationales.
- Principales actions à entreprendre pour réaliser des progrès :

- décisions politiques de hiérarchiser la collecte et l'accès à l'information qui peut être analysée pour éclairer les programmes et les décisions stratégiques.
- collaboration entre les secteurs à travers la mise en place des mesures communes et des indicateurs communs, d'autant que la nutrition est une question multisectorielle.
- Les systèmes d'information doivent rendre les données sur les efforts accessibles à tous les niveaux de gouvernement, et à toutes les parties prenantes et donateurs. Une Plateforme nationale d'information pour la nutrition bien établie devrait fournir des orientations aux parties prenantes de la nutrition sur :
 - les résultats et les objectifs : information sur l'évolution des indicateurs nutritionnels
 - les programmes : leur mise en œuvre et leur efficacité
 - les financements : comment augmenter les investissements qui soutiennent l'impact
 - les résultats : un pays est-il sur la bonne voie pour atteindre les objectifs ?
 - le *reporting* : comment répondre aux exigences de *reporting* interne / externe ; et comment les informations sont utilisées

Prochaines étapes :

- Le mécanisme de soutien global qui a été lancé en juillet 2015 soutiendra d'abord 6 ou 7 pays dans l'établissement de leur propre plate-forme nationale d'information pour la nutrition. Plus de pays seront ajoutés.
- Les principaux défis qui doivent être surmontés sont :
 - Comment faire en sorte que les données de tous les secteurs, qui peuvent contribuer à de meilleurs résultats nutritionnels soient disponibles et puissent être regroupées ?
 - Quelle organisation pouvant rassembler des données de tous les secteurs sera-t-elle la base de la plate-forme nationale d'information pour la nutrition ?
 - Comment l'accès aux données sera-t-il fourni aux parties prenantes, y compris les ministères de tutelle à tous les niveaux et les fournisseurs de données ?
 - Comment les données provenant de différentes sources, sur les différents indicateurs, seront-elles recueillies à l'aide de différentes méthodes d'échantillonnage, et réunies pour analyse statistique ?
 - Comment la qualité des données peut-elle être assurée et renforcée ?
 - Comment les résultats peuvent-ils être fournis en formats pour différents publics et à différentes fins, y compris pour influencer les programmes et les politiques ?

2. Plaidoyer, Communication et mobilisation sociale pour soutenir l'engagement politique, soutenir des approches multisectorielles et multi-acteurs et présenter un récit percutant de fait de nutrition à tous les niveaux

A. Engager et mobiliser les médias pour la nutrition

Modérateurs : Hannah Bowen et Kate Goertzen, ACTION

De nombreux Pays SUN établissent des partenariats efficaces avec les médias pour introduire la nutrition dans les discussions et les débats publics. Cet atelier a permis de mieux comprendre les perspectives des

médias sur la question de savoir pourquoi la nutrition est importante et de démystifier les moyens de positionner la nutrition à une place de choix dans la grille des informations.

Messages clés :

- Investir du temps et des ressources dans la construction d'une relation de confiance est essentiel. Au Burkina Faso, cette confiance a été établie avec un réseau de journalistes à travers la formation et des visites aux communautés. Au Bangladesh, cela a été fait par l'élaboration d'un manuel de nutrition pour les journalistes, qui a été diffusé aux principaux organes de presse. L'Ouganda a déplacé les journalistes nationaux dans les collectivités rurales, renforçant la confiance, les capacités ainsi que l'appréciation de l'impact de la malnutrition.
- La nutrition n'est toujours pas considérée comme une question politique – mais elle doit l'être. Les journalistes devraient soutenir la question par des preuves empiriques claires, la démonstration de l'impact de la nutrition sur les familles, les communautés et les économies.
- Une connaissance approfondie des valeurs de l'information, de la complexité du cycle d'informations de 24 heures et la motivation des journalistes est essentielle. L'équilibre de l'importance de la question avec les incitations lucratives qui dirigent leurs maisons de presse constitue un défi quotidien.
- En 2016, le Mouvement SUN pourra soutenir une intensification considérable dans la sensibilisation des médias. En rendant la nutrition accessible et en réduisant son impact ; en travaillant ensemble sur des messages clairs relatifs à la nutrition ; et en nouant de nouvelles relations avec des collègues des médias au niveau national, régional et international – la nutrition peut devenir un sujet de communication et un sujet opportun pour les médias et pour la masse.

Prochaines étapes :

- Établir un noyau d'experts et de journalistes en communication et en relations avec les médias fournissant activement des rapports sur cette question de nutrition pour aider à guider les efforts des Pays SUN et maximiser la visibilité des questions de nutrition à travers la presse nationale, régionale et internationale.
- Mettre en place et coordonner une série d'activités de renforcement des capacités de plusieurs acteurs de la nutrition en face-à-face et en ligne pour qu'ils partagent des approches ayant un impact dans les Pays SUN et apprennent à maximiser l'impact des médias dans le cadre de l'appui des objectifs nationaux de nutrition.
- Documenter et diffuser les bonnes pratiques des médias et des études de cas à travers le Mouvement SUN pour guider les bonnes pratiques.

B. Tirer le meilleur parti du rôle des parlementaires pour parvenir à une meilleure nutrition

Modérateur : David Ponnet, UNICEF

Les parlementaires ont le pouvoir de façonner et adopter une législation, allouer des budgets, superviser la mise en œuvre des lois et politiques et exercer un contrôle financier pour surveiller l'efficacité et l'efficience de la dépense des ressources. Cependant, il est parfois difficile de comprendre comment présenter l'information nutritionnelle d'une manière dynamique et pourtant accessible pour aider les parlementaires à mener la sensibilisation pour la nutrition auprès de leurs électeurs et à travers les médias. Cet atelier s'est proposé d'étudier concrètement l'un des domaines cruciaux dans lequel les

membres de parlement (députés) peuvent établir une différence – le financement de la nutrition – et a permis d'explorer comment mener un plaidoyer fondé sur des données probantes lors des sessions de parlement.

Messages clés :

- Une fois convaincus de l'importance de la question, les parlementaires peuvent agir comme champions passionnés pour la nutrition : menant la sensibilisation dans leurs circonscriptions et se servant de leurs pouvoirs parlementaires uniques pour faire progresser les efforts de renforcement de la nutrition. Consacrer du temps et des ressources pour mener un plaidoyer auprès des députés avec des messages adéquats dans un format compréhensible peut générer des retombées substantielles.
- En Tanzanie, l'inclusion de la nutrition dans les manifestes des partis politiques pour les prochaines élections générales a illustré la fenêtre d'opportunité pour un plaidoyer efficace et en temps opportun. Des points d'entrée importants de plaidoyer tout au long du processus de prise de décision concernant le budget ont été matérialisés avec des exemples du Malawi et de la Zambie. La Namibie et le Cameroun ont démontré la puissance du pacte et de l'engagement des parlementaires pour la nutrition.
- Un groupe de parlementaires du Tchad, Zimbabwe, Malawi, Ghana, Congo, Comores et Cameroun a démontré le besoin d'informations et de preuves claires, concises et pertinentes. La simplification du problème peut aider les parlementaires à comprendre comment ils peuvent contribuer au bénéfice de leurs circonscriptions. L'acquisition des données et d'une formation suffisantes sur l'objet de leur plaidoyer constitue un élément clé. Leur inspiration est essentielle.
- En établissant la nutrition comme une question fondamentale pour tous les partis politiques, il devient plus facile d'accorder une place de choix à cette question dans l'agenda politique en cas de changement de gouvernement.

Prochaines étapes :

- Mettre en place un groupe restreint de parlementaires qui plaident activement en faveur de la nutrition pour aider à guider les efforts des Pays SUN et à structurer des conseils sur le lancement et le maintien de l'engagement politique pour la nutrition.
- Travailler avec des partenaires clés, établir et coordonner une série d'activités de renforcement des capacités en face-à-face et en ligne, associés au travail effectué par les 30 Pays SUN à ce jour, sur l'approche pour tirer le meilleur parti du rôle de surveillance budgétaire des parlements pour un plaidoyer efficace.
- Documenter et diffuser les pratiques d'engagements parlementaires solides et des études de cas à travers le Mouvement SUN pour guider les efforts des Pays SUN.
- Soutenir le plaidoyer des Pays SUN pour le maintien de l'engagement des parlementaires à travers les Réseaux SUN.

C. Innovations en matière de communication pour le changement social et de comportement face à la nutrition

Modérateur : Ann Jimerson, Alive & Thrive et Marti Van Liere, GAIN

Les Pays SUN mettent en œuvre des approches à grande portée de communication pour le changement social et de comportement (Social and Behaviour Change Communication - SBCC) en vue d'influencer les comportements sains, accroître la demande d'interventions en matière de nutrition et améliorer l'accès à des services de nutrition. Cet atelier avait révélé les composantes nécessaires pour entreprendre des communications stratégiques en vue de changer les comportements et améliorer les résultats en matière de nutrition.

Messages clés :

- Les résultats démontrent que des améliorations rapides de grande envergure dans les pratiques appropriées d'alimentation des enfants sont réalisables.
- L'application de trois leçons peut améliorer la conception du changement de comportement :
 - *Leçon 1.* Tirer parti de l'expérience décennale pour se servir des processus et principes fondés sur des preuves
 - *Leçon 2.* Se servir des données pour choisir le comportement de priorité ; ne pas essayer de faire face à tous les comportements
 - *Leçon 3.* Utiliser les données et la théorie pour identifier les « moteurs » de comportement ; il n'est pas nécessaire de prendre en considération les déterminants comportementaux.
- Le comportement est principalement impulsé par l'émotion plutôt que par la logique. Le suivi de la mise en œuvre et les ajustements pendant le processus sont essentiels.
- Dans les matériaux et messages de communication pour le changement social et de comportement, nous pouvons clairement voir les moyens concrets par lesquels les femmes détiennent le pouvoir et peuvent avoir une influence potentielle sur l'amélioration de la nutrition en utilisant des approches de communication appropriées (approches interpersonnelles, traditionnelles, communautaires, médiatiques et de médias sociaux) dans le but d'améliorer les résultats de la nutrition aux niveaux social, communautaire, familial et individuel.
- Étant aux prises avec le défi de passer de la rhétorique à la pratique sur l'égalité, l'intégration du genre et la responsabilisation de la femme en matière de nutrition, cette session a permis de fournir des exemples de réussite dans lesquels cela a été relevé. Le matériel de communication, une fois développé sur la base de preuves, introduira inévitablement des changements dans les rôles de genre reflétant que les comportements affectant la nutrition sont intégrés dans les sociétés fondées sur la différenciation entre les sexes. Ces changements peuvent être subtils ou manifestes.
- Des innovations en République kirghize, Myanmar, Malawi, Ouganda et Vietnam ont illustré des leçons clés pour la communication pour le changement social et de comportement SDCC, y compris la nécessité d'utiliser : i) des processus et des principes basés sur des faits probants, ii) des données pour choisir le comportement prioritaire et iii) des données et une théorie pour identifier les « facteurs » de comportement.

Prochaines étapes :

- Travailler avec des experts en communication pour le changement social et de comportement pour établir un inventaire des actions et approches pertinentes qui peuvent ensuite être utilisées pour :

- aider les pays à formuler leurs besoins en communication pour le changement social et de comportement
- cataloguer des outils et meilleures pratiques existants pour le téléchargement sur le site web du Mouvement SUN.
- Tirer parti des efforts à ce jour et travailler avec des partenaires clés, établir et coordonner une série d'activités de renforcement des capacités de communication pour le changement social et de comportement en face-à-face et en ligne.
- Développer une large compréhension du Mouvement, de la façon dont la responsabilisation de la femme a été abordée dans la communication pour le changement social et de comportement, afin d'en tirer des leçons pour la réalisation d'autres travaux en matière de nutrition.

D. Un guide étape par étape pour un plaidoyer efficace en faveur de la nutrition

Modérateur : Katrine Pritchard, GMMB

Cette session spéciale de renforcement des capacités a couvert les bases de l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer, en mettant l'accent sur la définition des objectifs, l'élaboration d'objectifs SMART, et la création de messages.

Messages clés :

- Chaque personne représente un agent de plaidoyer comme l'a noté le Sud-Soudan – la sensibilisation est effectuée à travers diverses approches ad hoc mais pour garantir un plaidoyer plus efficace, la planification et une meilleure allocation de ressources sont nécessaires.
- Les objectifs doivent être spécifiques, mesurables, réalisables, réalistes et limités dans le temps (SMART) et développés pour des publics spécifiques. Plus ciblées sont les actions plus il est facile de les atteindre.
- S'assurer que l'on dispose d'une base de ressources suffisantes pour soutenir sa stratégie de plaidoyer
- Il est important d'être spontané et saisir les opportunités, mais il est essentiel de disposer d'un plan d'ensemble.
 - Le renforcement des compétences de plaidoyer a été une demande de longue date des alliances et des organisations de la société civile.
- La formulation du plaidoyer, avec une communication claire et ciblée, doit être pertinente pour votre auditoire.
- Être capable d'identifier et d'anticiper les opportunités de plaidoyer clés (rassemblements, manifestations, etc.) est très important dans l'adaptation d'une stratégie globale de plaidoyer.

Prochaines étapes :

- Continuer à travailler avec les 9 pays qui ont participé à l'atelier pour renforcer les compétences et coordonner l'appui.
- Travailler avec des partenaires clés, établir et coordonner une série d'activités de renforcement des capacités en face-à-face et en ligne pour le renforcement de compétences individuelles de plaidoyer alignées avec les priorités nationales.

- Établir un portail interactif en ligne, via le site Internet du Mouvement SUN, pour le profilage des outils de plaidoyer clés, des méthodes de communication et des ressources de tous les pays et réseaux SUN.
- Appuyer la planification régionale du plaidoyer qui reflète les stratégies individuelles des Alliances de la société civile (ASC) (par exemple, la région de la Communauté de Développement d’Afrique Australe (SADC) organise le lancement du Rapport mondial sur la nutrition (RMN) conjointement avec le Mozambique en décembre).

3. Coordination de l'action pertinente à travers les secteurs, auprès des parties prenantes et entre les niveaux de gouvernement

A. Développement des capacités fonctionnelles pour le renforcement de la nutrition dans la pratique : Un effort coordonné déterminé par les besoins

Modérateur : Johann Jerling, Programme africain de leadership en Nutrition et North-West University

Plusieurs initiatives visant à renforcer les capacités fonctionnelles nécessaires pour l'engagement multi-acteurs et multisectoriel ont été entreprises dans le domaine de la nutrition au cours des dernières années. Néanmoins, il est davantage essentiel de se concentrer sur la capacité fonctionnelle, afin d'appuyer le développement des capacités techniques auquel est généralement accordée la priorité. Cet atelier a accordé une attention particulière aux éléments de conception et de mise en œuvre qui augmentent l'efficacité du développement des capacités ; et à la coordination entre les initiatives complémentaires.

Messages clés :

- Un ensemble de principes de développement des capacités, traduits en orientation, serait bénéfique pour les gouvernements qui entreprennent le développement des capacités et pour les partenaires qui les soutiennent.
- Les principes clés seraient entre autres :
 - des approches plus intégrées et coordonnées entre les secteurs, parties prenantes et partenaires ;
 - le passage d’un processus de changement ponctuel et de court terme à un processus continu et de long terme ;
 - Une approche plus déterminée par les besoins et l'impact, avec des partenaires se focalisant moins sur leur propre intérêt ;
 - L’élaboration de plans adaptés, régulièrement mis à jour au fur et à mesure du développement des compétences ou des contextes ;
 - Une meilleure planification du développement des capacités est nécessaire, en utilisant des lignes directrices claires à tous les niveaux ;

Prochaines étapes :

- Planifier et mettre en œuvre un processus pour les gouvernements et les partenaires pour adopter et appliquer les principes de développement des capacités.

B. Outils pour prévenir, identifier et gérer les conflits d'intérêts entre les acteurs de la nutrition dans la pratique

Modérateur : Patrick Kolsteren, Institut de Médecine Tropicale, Université de Gand

En 2013, le Mouvement SUN a entrepris un processus de deux ans pour réfléchir et débattre des conflits d'intérêts dans le cadre de la nutrition, processus qui a abouti à la production d'une Note de référence d'une Boîte à outils et à des Exercices de renforcement d'apprentissage dans certains Pays SUN sélectionnés. Cet atelier a diffusé ces outils pour les pays qui se sont lancés nouvellement dans une réflexion sur les conflits d'intérêts, et a organisé une discussion sur la variété de conflits d'intérêts possibles et la façon dont les différents pays et acteurs les abordent actuellement.

Messages clés :

- Des conflits d'intérêts peuvent exister entre toutes les parties prenantes, et la plupart des intervenants et organismes multiples font simultanément l'expérience de ces conflits d'intérêts.
- La base pour l'identification, la prévention et la gestion de ces conflits d'intérêts est un dialogue ouvert et inclusif. Leur suivi est vital. Les points focaux SUN des gouvernements peuvent servir de premier point d'entrée.
- Les parties prenantes au niveau des pays développent un langage, des outils et des politiques relatives aux conflits d'intérêts, y compris les gouvernements et les réseaux de la société civile et du secteur privé.

Prochaines étapes :

- Les outils et ressources de conflits d'intérêts du Mouvement SUN doivent être adaptés aux contextes spécifiques à chaque pays. Il existe par ailleurs d'autres expériences utiles dont il faudrait tirer parti à l'échelle internationale et hors du cadre de la nutrition. Le Mouvement SUN doit identifier l'expertise, à l'échelle nationale et internationale, afin d'aider les pays à renforcer leurs approches de conflits d'intérêts.

C. Utilisation des informations et des preuves dans les décisions politiques en matière de nutrition : Plates-formes et processus

Modérateur : Patrick Kolsteren, Institut de Médecine Tropicale, Université de Gand

La nécessité d'une plus grande utilisation de l'information dans l'élaboration des politiques en matière de nutrition, y compris des données scientifiques, est largement acceptée. Les participants à cet atelier ont discuté des possibilités procédurales et structurelles pour relier la communauté scientifique et les décideurs politiques, ainsi que des chercheurs et des agents de terrain et d'autres acteurs de la chaîne de valeur, et examiné l'expérience des pays où elles sont appliquées.

Messages clés :

- Les informations et les données scientifiques sont sans doute importantes pour mettre fin à toutes formes de malnutrition. En effet, le Mouvement SUN fait des progrès dans la reconnaissance de ce fait, mais la collaboration entre les communautés scientifiques et politiques reste généralement médiocre.

- Cette mauvaise collaboration est souvent causée par le manque de canaux de communication ou d'une langue commune, entre eux. Le contexte joue également un rôle clé : des arguments techniques dans une décision sont en concurrence avec des considérations politiques et financières, à travers les multiples relations de pouvoir qui entourent les décideurs. Les pays ont besoin de plus d'espace pour établir leur propre programme de recherche plutôt que de le voir décidé au niveau global et principalement par des donateurs.
- Il existe plusieurs approches pour améliorer cette collaboration. Elles vont des solutions structurelles, telles que l'inclusion des chercheurs spécialisés dans les plates-formes multi-acteurs (MSP) ou la création de réseaux scientifiques aux niveaux national et régional ; aux procédés tels que la formation des deux groupes de parties prenantes sur l'élaboration de note de politique et la conception la recherche ; au renforcement de la confiance et du travail d'équipe.

Prochaines étapes :

- Identifier et soutenir les moyens de tirer des leçons des multiples initiatives qui se penchent actuellement sur un ou plusieurs des défis identifiés et de renforcer ces initiatives.
- Hiérarchiser la mise en place des processus et des plates-formes pour une meilleure utilisation des informations et éléments de preuve dans la Stratégie du Mouvement SUN 2016 - 2020 pour le développement des capacités.

4. Veiller à ce que le Mouvement SUN offre une valeur maximale à ceux qui s'y engagent

A. Découvrir le Mouvement SUN

Modérateur : Abdoulaye Ka, membre du Comité exécutif du Mouvement SUN et coordinateur national de la lutte contre la malnutrition, Sénégal

Cet atelier a fourni un bref historique de l'évolution du Mouvement SUN, les rôles de soutien de Réseaux SUN et plus, et fourni une explication sur la façon dont les Pays SUN ont travaillé à la réalisation des quatre objectifs stratégiques du mouvement.

Messages clés :

- Le Mouvement SUN est un catalyseur pour l'action, fournissant des plates-formes de partage et créant une dynamique entre les secteurs et avec les parties prenantes engagées à transformer le secteur de la nutrition.
- Depuis sa création en 2010, le mouvement a mis sur pied une dynamique pour augmenter les investissements dans la nutrition, mais il est nécessaire de posséder des ressources et des capacités supplémentaires et d'éviter la mise en place de structures parallèles.
- Passer de l'engagement de haut niveau aux politiques et plans ancrés dans les réalités nationales est fondamental pour parvenir à un changement à grande échelle.
- Les systèmes de suivi et d'évaluation doivent être renforcés pour assurer une solide production de données probantes.

B. La nutrition dans les objectifs de développement durable : Qu'est-ce que cela signifie pour la mise en œuvre et l'impact au niveau des pays ?

Modérateur : Bibi Giyose, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

L'adoption de l'Agenda 2030 pour les Objectifs de développement durable (ODD) marque le début d'un nouveau niveau d'ambition, offrant ainsi une vision pour un monde plus juste, prospère et d'impact. Les participants à cette session ont réfléchi sur les étapes en perspective : Comment l'action sera financée, comment le succès sera mesuré et comment la vision reflétée dans les ODD permettra aux parties prenantes de tirer parti de l'action au niveau des pays.

Messages clés :

- La vision de « ne laisser personne derrière » offre l'énergie et les conseils nécessaires. Il est possible d'éradiquer la malnutrition avec l'engagement politique et l'action nécessaires et en nous rendant personnellement redevables.
- L'appropriation nationale et la contextualisation des objectifs, cibles et indicateurs convenus à l'échelle mondiale est fondamentale : Les pays ont besoin de développer leur propre ensemble d'objectifs nationaux pour assurer une surveillance et une responsabilité.
- Il existe une multitude de connaissances et de données probantes sur les actions à entreprendre, mais il est nécessaire d'accorder plus d'attention à l'approche en soi. Plus d'actions et de focalisation seront nécessaires au niveau sous-national, et des données ventilées, opportunes et fiables seront nécessaires pour soutenir la prise de décision.
- Les indicateurs sont la clé: Sans mesure, aucune action ne peut être entreprise. Les actions doivent aller au-delà de deux indicateurs de nutrition de l'Assemblée Mondiale de la Santé (AMS) pour inclure tous les six indicateurs de l'AMS. Lorsqu'aucune action n'est présentée, aucun investissement n'est nécessaire.
- Financement : Il est important de rassembler les ressources nationales avec le soutien des institutions financières internationales. La réunion de haut niveau sur la nutrition à Rio en août prochain présente une occasion importante d'investir dans les ODD.
- Engager tous les acteurs sera essentiel pour garantir que nous pouvons être à la hauteur des prestations attendues. Aucun secteur ne peut à lui seul combattre le fléau de la malnutrition. Des messages simples, clairs et alignés seront nécessaires pour obtenir l'engagement des autres dans le programme de nutrition.

Prochaines étapes :

- L'accent a été mis sur le soutien collectif de tous les Réseaux SUN, nécessaire pour atteindre les six objectifs de l'Assemblée Mondiale de la Santé. .

C. Catalyser la révolution des données nutritionnelles – Perspectives des Pays SUN

Modérateurs : Marie Rumsby, chef du département faim et nutrition de Save the Children et vice-présidente du Réseau de la société civile du Mouvement SUN et Mohamed Agbendeck, agent régional principal de nutrition, Bureau régional de la FAO pour l'Afrique

Il est essentiel de comprendre les lacunes dans les données sur la nutrition, qui existent dans les Pays SUN. Les panélistes de cet atelier ont permis d'identifier les obstacles à la collecte. L'analyse et l'utilisation efficace des données relatives à la nutrition sont essentielles pour mieux cerner la malnutrition dans ses premiers stades, suivre ses tendances et faciliter la prise de décision rapide.

Messages clés :

- Des données crédibles et obtenues en temps opportun sont importantes pour tenir les parties prenantes responsables de leur engagement à fournir des services de nutrition et lutter contre la malnutrition. Les données doivent être plus faciles à collecter et il est nécessaire d'assurer une plus grande capacité d'enregistrement des données. Des méthodes non conventionnelles de collecte de données devraient également être explorées.
- Les initiatives mondiales qui œuvrent à catalyser une « révolution de données » doivent être explorées.
- Il est nécessaire d'apprendre et de travailler avec d'autres secteurs. Le Mouvement SUN peut aider à impulser des engagements à partir de différents ministères sectoriels pour partager des données et intégrer et aligner leurs différentes sources.
- Il est nécessaire d'accroître les ressources nationales en direction de la collecte de données, le processus de collecte de données étant essentiellement financé par des sources extérieures.
- La collecte des données devrait aller au-delà des résultats de la nutrition afin que nous puissions nous intéresser à la façon dont nous fournissons des services ainsi qu'à la qualité de ces services. Ce serait une source très fiable d'information permettant d'aider à façonner et affiner la programmation et la mise en œuvre.
- La collecte des données devrait être incluse en tant qu'un indicateur dans la nouvelle Stratégie du Mouvement SUN pour 2016-2020.

Prochaines étapes :

- Alimenter les processus de la Stratégie du Mouvement SUN de ces messages et discuter dans le cadre du Rapport mondial sur la nutrition, de la façon de travailler sur cette question dans l'avenir.

D. Réseau du secteur privé du Mouvement SUN : Renforcement de l'enrichissement des aliments dans les Pays SUN à travers le secteur privé

Modérateur : Greg S. Garrett, Directeur, département de l'enrichissement des aliments, GAIN

De nombreux pays mettent déjà en œuvre des programmes d'enrichissement des aliments à grande échelle. Cependant, compte tenu de la nécessité d'une expertise multidisciplinaire et des communications efficaces, les Pays SUN ont souvent recherché la clarté dans la définition des rôles des différents acteurs, les moyens efficaces pour mettre en œuvre des programmes d'enrichissement des aliments, le moyen d'améliorer la qualité d'aliments enrichis et la façon de mieux engager le secteur privé. Cet atelier a exploré certains de ces sujets, ainsi que les résultats du Sommet d'Arusha sur l'enrichissement des aliments.

Messages clés :

- L'enrichissement des aliments est un outil puissant pour augmenter les apports en micronutriments. Cet enrichissement a contribué à l'élimination virtuelle de certaines maladies et conditions mortelles dans de nombreux pays développés et a gagné un élan significatif dans les Pays SUN.
- Il est nécessaire d'examiner davantage la description d'un système nutritif sain et la nécessité de l'enrichissement afin d'assurer un récit commun sur tous les types de malnutrition.

- Accroître les investissements est nécessaire pour mettre en place des programmes et analyser l'impact.
- Engager le secteur privé est nécessaire dans le développement de programmes d'enrichissement volontaires et obligatoires, tandis que l'application et le respect sont des éléments clés dans la réalisation d'un impact sur la nutrition.

Partie 4 – La voie à suivre

Cette dernière séance plénière a examiné la façon dont les parties prenantes du Mouvement SUN peuvent travailler ensemble pour amplifier la portée et l'impact de leur travail à travers une action collective. Les membres du Groupe principal du Mouvement SUN, le Comité exécutif du Mouvement SUN et les représentants des pays et réseaux SUN ont présenté l'ambition collective pour 2020, leur contribution à la réalisation de cette ambition et ce qu'ils attendent des autres pour y parvenir.

Messages clés :

- Nous devons définir le mot « nutrition » et comprendre l'effet d'entraînement inter-générationnel que nos actions collectives vont créer pour nos mères et leurs familles.
- Nous devons encourager les différents types de leadership. Ceci est nécessaire à tous les niveaux – international, national, local et communautaire.
- Nous devons accepter les différences entre les Pays SUN, apprendre les uns des autres et grandir ensemble.
- Nous devons soutenir les processus de planification nationaux avec des preuves solides et une action intersectorielle.
- Nous devons continuer à être ambitieux mais il faut fixer des objectifs réalistes liés aux budgets.
- Nous devons mener le plaidoyer auprès des politiciens et garantir qu'ils ont accès à la bonne information afin de promouvoir un environnement politique favorable.
- Nous devons être pratiques, mais si nous sommes uniquement pratiques, nous ne pourrons jamais atteindre notre objectif.

Le Mouvement SUN est un exemple de ce que le monde attend à mesure que nous poursuivons l'Agenda 2030. Le Mouvement contribue à l'esprit de solidarité globale, en se concentrant sur les plus vulnérables, en encourageant la participation gouvernementale et non gouvernementale. Nous nous réunissons parce que nous croyons que nous ne pouvons réussir qu'en travaillant ensemble à travers des approches sectorielles, reliant les ministères et départements, en veillant à ce que toutes les institutions puissent s'aligner sur les objectifs communs, dans un effort collectif pour mettre fin à la malnutrition. Nous devons continuer à prendre des initiatives – pour améliorer la coopération et être audacieux, ambitieux et novateurs.